



17 septembre 2015

Muhammad Allan, membre du JIP, a été arrêté par un ordre de détention administrative dès sa libération de l'hôpital et a repris sa grève de la faim¹



Titre d'un article dans al-Istiqlal, le journal du Jihad Islamique Palestinien suite à la nouvelle arrestation de Muhammad Allan : "Le détenu Allan... va enflammer la région" (Al-Istiqlal, 17 septembre 2015)

Aperçu général

1. **Muhammad Allan**, membre du Jihad Islamique Palestinien (JIP), a été arrêté à nouveau le 16 septembre 2015, suite à un ordre de détention administrative de la police israélienne, après sa libération de l'hôpital Barzilai où il a été hospitalisé après détérioration de son état de santé après une grève de la faim de 65 jours. Immédiatement après son arrestation, **Muhammad Allan a repris sa grève de la faim** (Site Internet Paltoday, 16 septembre 2015). Il convient de noter que la Cour suprême avait temporairement annulé l'ordre de détention administrative suite à l'aggravation de son état de santé et de crainte de dommages irréversibles au cerveau en raison de la durée de la grève de la faim. Depuis la fin de son mouvement de protestation, Muhammad Allan semble avoir récupéré.

¹ Suite de notre article du 2 septembre 2015 intitulé "Le Jihad Islamique Palestinien (JIP) a réussi à deux reprises à obtenir la libération de ses détenus administratifs emprisonnés en Israël par de longues grèves de la faim accompagnées de menaces d'atteinte à l'accalmie dans la bande de Gaza", à l'adresse <http://www.terrorism-info.org.il/fr/article/20868>



Le détenu administratif Muhammad Allan durant son hospitalisation à l'hôpital Barzilai d'Ashqelon (Agence de presse Ma'an, 17 septembre 2015)

2. Muhammad Allan a été emprisonné entre 2006 et 2009 pour ses activités de recrutement de terroristes suicide et son soutien à des terroristes recherchés. En Novembre 2014, il a été placé en détention administrative après que les services de sécurité ont appris qu'il était en contact avec des terroristes du Jihad Islamique Palestinien (JIP) afin de préparer de nouvelles attaques. Des "sources de sécurité" ont fait savoir à un journaliste d'Haaretz que les informations obtenues dans le cas de Muhammad Allan étaient "nombreuses et graves" (Haaretz, 17 septembre 2015).

3. Ci-après les premières réactions après le renouvellement de la détention administrative de Muhammad Allan :

A. Le journal Al-Istiqlal, l'organe officiel du Jihad Islamique Palestinien, a publié un article à propos de la détention administrative de Muhammad Allan immédiatement après son départ de l'hôpital d'Ashkelon, intitulé : "le détenu Allan... va enflammer la région" (Al-Istiqlal, 17 septembre 2015).

B. Ahmed al-Mudallal, membre du JIP de la bande de Gaza, a affirmé "qu'Israël, comme d'habitude, viole les traités et les accords". Il a appelé les organisations internationales des droits de l'homme à intervenir. En outre, al-Mudallal a noté que le JIP continuera à soutenir ses prisonniers et ne les abandonnera pas (Site Internet des Brigades de Jérusalem, 17 septembre 2015). Remarque : D'autres responsables du JIP se sont abstenus à ce jour (17 septembre 2015) de faire référence à la nouvelle arrestation de Muhammad Allan et leurs remarques ont été axées sur l'incitation à la violence et au terrorisme après les événements de Jérusalem et du Mont du

Temple (y compris Khaled al-Batash qui a appelé à la reprise des attentats suicide).

C. **Nasser al-Din Allan, le père de Muhammad Allan**, a condamné le renouvellement de la détention de son fils, qu'il a qualifiée "d'enlèvement". Il a affirmé que l'action d'Israël annule l'accord conclu par les parties, qui a permis d'aboutir à la fin de la grève de la faim (Site Internet des Brigades de Jérusalem, 17 septembre 2015).

D. **Fares Qadoura**, le président du Club des prisonniers palestiniens, a déclaré que la nouvelle arrestation du détenu administratif Muhammad Allan est un "show" de l'avocat militaire général et de la Cour suprême israélienne (Paltoday, 16 septembre 2015).

4. La suspension (provisoire) de la détention administrative de Muhammad Allan a été qualifiée par le Jihad Islamique Palestinien de "victoire" sur Israël, qui a été, de son point de vue, forcé à se conformer aux exigences de Muhammad Allan grâce à une combinaison de pressions de l'opinion publique et de menaces de violer la trêve. La reprise de la détention administrative et de la grève de la faim de Muhammad Allan pourrait être perçue par le JIP comme un "coup dur" portant atteinte sans toutefois l'éliminer à l'idée de "victoire" sur Israël. De ce fait, la nouvelle grève de la faim de Muhammad Allan, si elle persiste, pourrait être **accompagnée d'incitation à des troubles en Judée-Samarie et au renouvellement des menaces de violer la trêve dans la bande de Gaza, impliquant de futurs risques de détérioration.**

"La méthode irlandaise"

5. Le 20 septembre 2015, suite à l'arrêt de la grève de la faim de Muhammad Allan, **Nasser Laham**, le rédacteur en chef de l'agence de presse palestinienne populaire Ma'an a écrit un article saluant les grèves de la faim des détenus administratifs, précisant que ces grèves expriment la "**méthode irlandaise**", adoptée par des **particuliers** et pouvant selon lui être **plus efficace** que la "méthode palestinienne" de grèves collectives. Nasser Laham pense que l'utilisation de la "méthode irlandaise" est une nécessité en dépit des difficultés et des dangers vitaux.

6. Ci-après une annexe présentant un bref résumé de l'histoire des grèves de la faim des membres de l'IRA, citées par Nasser Laham dans son article sur la

"méthode irlandaise", ce **sans faire d'analogie** entre l'histoire des grèves de la faim des membres de l'IRA et celles des membres du Jihad Islamique Palestinien. Les grèves en question ont été réalisées dans différents pays, dans des circonstances différentes, à des moments différents et sous des gouvernements différents.

Annexe

La grève de la faim des terroristes comme moyen de plébisciter des objectifs politiques : le cas des activistes de l'IRA irlandaise (1980-1981)

Aperçu général

1. La "méthode irlandaise" que Nasser Laham appelle à adopter, se réfère aux **grèves de la faim des prisonniers de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui ont eu lieu dans les années 1980-1981**. Ces grèves visaient à atteindre un **objectif politique clair, en particulier la reconnaissance politique des grévistes comme prisonniers politiques et non comme des prisonniers de droit commun** (tels qu'ils étaient perçus par le gouvernement britannique). En conséquence, les prisonniers ont demandé à recevoir différents droits accordés aux prisonniers politiques (et pas aux prisonniers de droit commun). Ces grèves de la faim ont impliqué (progressivement) **23 grévistes, dont dix ont trouvé la mort à la suite de leur mouvement de protestation**. Le gouvernement britannique, dirigé par le **Premier ministre Margaret Thatcher a refusé de répondre aux demandes des grévistes de la faim et a également refusé de les forcer à recevoir des soins médicaux lorsque leur état de santé s'est détérioré**.

Raison des grèves des activistes de l'IRA

2. En Juillet 1972, dans le cadre des discussions de cessez-le-feu entre le gouvernement britannique et l'Armée républicaine irlandaise (IRA), une décision a été prise concernant le statut des prisonniers de l'IRA. La décision a déclaré que les prisonniers recevraient le statut de prisonniers politiques, qui leur octroyait les droits suivants : ne pas porter de vêtements de prisonniers, ne pas effectuer de corvées de prison, le droit de rencontrer d'autres prisonniers, l'organisation d'activités éducatives et récréatives, le droit de recevoir des visites et le droit de recevoir des lettres et des paquets de manière régulière. La décision a été qualifiée de "Statut catégorie spéciale" (SCS).

3. **La décision d'accorder aux prisonniers de l'IRA le statut de prisonniers politiques a été annulée en Janvier 1975 par le Comité Gardiner**, qui a examiné la façon dont le gouvernement britannique traitait la question des terroristes d'Irlande du Nord. Le Comité a décidé que la décision SCS altérerait la discipline et

l'ordre parmi les prisonniers et devait donc être annulée. En Mars 1976, le gouvernement britannique a adopté les recommandations du Comité Gardiner et a déterminé que **chaque prisonnier (de l'IRA) condamné après Mars 1976 recevrait le statut de prisonnier de droit commun, et ne pourrait plus jouir des prestations auxquelles avaient droit les prisonniers politiques**. La révocation de la décision a conduit à des protestations des centaines de détenus de l'IRA et à des incidents violents contre les gardiens de prison entre 1977 et 1979.

Grèves de la faim des activistes de l'IRA (1980-1981)

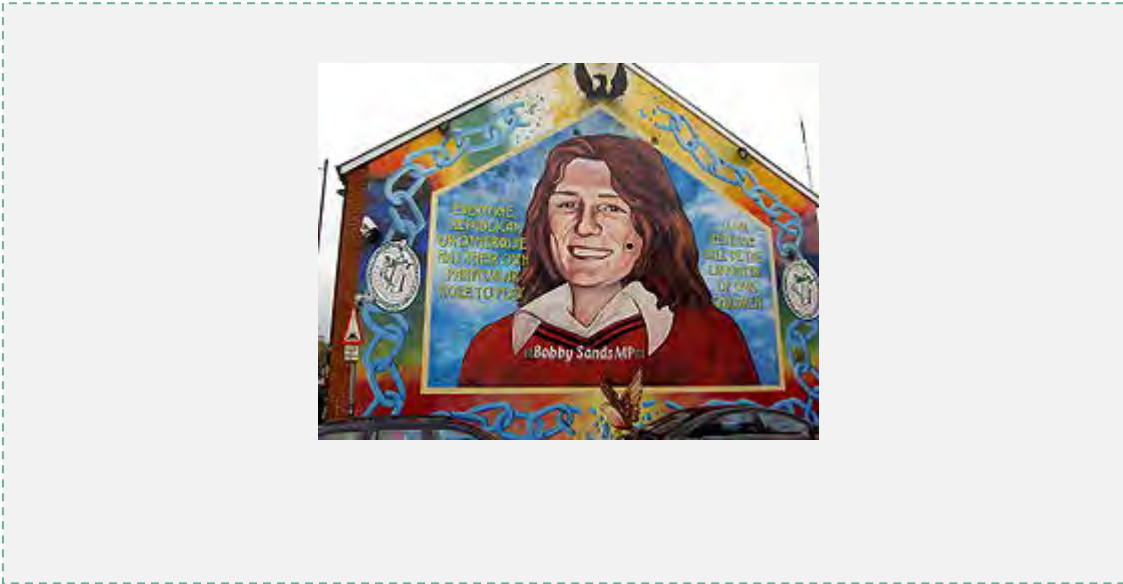
4. **L'Association Médicale Mondiale** définit un gréviste de la faim comme une "personne mentalement apte, ayant décidé d'entamer une grève de la faim et refusant la nourriture et/ou des liquides pendant une période significative" (Déclaration de l'AMM de Malte sur les grévistes de la faim, 2006). **Le Comité international de la Croix-Rouge** définit la grève de la faim comme le "fait de ne pas s'alimenter pour atteindre un objectif défini" (Medical and Ethical Aspects of Hunger Strikes in Custody and, the Issue of Torture, 1998).

5. **Le 27 octobre 1980, la première grève de la faim** de sept détenus a éclaté dans la prison de Maze, en Irlande du Nord. Trois femmes de la prison Armagh l'ont aussitôt rejointe. Après 53 jours, alors qu'un des prisonniers en grève était sur le point de mourir, le gouvernement britannique a lancé une offre d'accord et la grève a été suspendue.

6. **En Janvier 1981**, quand les prisonniers ont compris que leurs demandes ne seraient pas reçues, **l'IRA a décidé de renouveler le mouvement de grève de la faim. Il a été décidé que les grévistes ne débuteraient pas de grève de la faim ensemble, mais que chacun y participerait quelques jours après son prédécesseur**, ce afin d'augmenter l'efficacité des grèves, d'acquérir un large soutien public et de faire un maximum de pression sur le Premier ministre, Margaret Thatcher.

7. **Le premier des grévistes était Bobby Sands, un haut responsable de l'IRA, qui a commencé la grève le 1^{er} mars 1981**. Trois autres prisonniers de l'IRA l'ont rejoint tous les quelques jours afin d'augmenter la pression sur le gouvernement britannique. Les grèves de la faim des membres de l'IRA ont été accompagnées de marches de soutien en Irlande du Nord. La popularité de grévistes a atteint son paroxysme en Avril 1981, lorsque Sands, qui jouissait d'une vague de soutien

populaire, a été élu en tant que représentant au Parlement britannique alors qu'il observait une grève de la faim en prison.



Dessin de Bobby Sands à Belfast (Wikipédia)

Réaction du gouvernement britannique

8. **Le gouvernement de Margaret Thatcher a fermement refusé de répondre aux demandes des prisonniers** en dépit de la pression publique internationale pour mettre fin à la crise. Margaret Thatcher a affirmé qu'ils étaient des prisonniers de droit commun et pas des prisonniers politiques, ce qui justifiait la position du gouvernement à leur égard : "Nous ne sommes pas prêts à tenir compte du statut de catégorie spéciale pour certains groupes de personnes qui purgent des peines pour crime. **Le crime est le crime, il n'est pas politique [...]**". Suite à l'état de détérioration de Bobby Sands, le ministre pour l'Irlande du Nord **Humphrey Atkins** a déclaré que le gouvernement britannique **ne lui imposerait pas de traitement médical** : "**Si M. Sands persiste dans son désir de se suicider, c'est son choix. Le gouvernement ne lui imposera pas de traitement médical**" (Site Internet de la BBC, 5 mai 2006).

9. **Le 5 mai 1981, Sands est mort à l'hôpital de la prison, après soixante-six jours de grève de la faim.** Même après sa mort, Margaret Thatcher a refusé de céder aux demandes des grévistes et a déclaré dans son discours devant la Chambre des communes : "M. Sands était un **criminel condamné**. Il a choisi sa propre vie. C'est un choix que son organisation n'a pas permis à plusieurs de ses victimes" (Site Internet de la BBC, 5 mai 2006). Trois autres prisonniers qui avaient rejoint Sands dans sa grève de la faim sont morts en Mai 1981. A leur place, 19

autres prisonniers ont commencé une grève de la faim. Un total de 23 prisonniers ont pris part aux grèves de la faim. **Six d'entre eux sont morts en Juillet et Août 1981.**

10. En Juillet 1981, **des familles des prisonniers ont demandé que leurs proches reçoivent des soins médicaux, mais le gouvernement britannique s'est opposé à un traitement médical forcé. En conséquence, la grève de la faim a commencé à se désagréger. Le 3 octobre 1981, les grèves de la faim ont pris fin sans conditions, après la mort de 10 grévistes.**



Droite : Défilé de soutien aux grévistes de la faim après la mort de Kevin Lynch, l'un des grévistes de la faim, en Août 1981 (Site Internet du Sinn Fein). Gauche : Funérailles de l'activiste de l'IRA Bobby Sands, chef de file des grévistes de la faim (Site de l'organisation établi à la mémoire des membres de l'IRA décédés dans la grève de la faim)

Conséquences à long et court terme des grèves de la faim

11. La presse britannique a qualifié la fin de la grève de la faim de victoire claire et décisive du gouvernement Thatcher, qui "n'a pas cédé face à l'intimidation des séparatistes irlandais". En pratique, cependant, **au niveau pratique, en coulisses, la plupart des revendications des grévistes ont été acceptées grâce aux grèves de la faim** (quoique tardivement, et même si leur demande d'être reconnu comme des prisonniers politiques n'a pas été reçue). **Au niveau de propagande**, les grévistes ont réussi à attirer l'attention de l'opinion publique mondiale à leur lutte, Margaret Thatcher a été présentée comme rigide et cruelle,

et son image (et celle du gouvernement britannique) a beaucoup souffert. **Au niveau politique**, certains voient l'affaire dans son ensemble comme le principal catalyseur qui a incité le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, à préférer l'implication dans la politique à la lutte armée (aujourd'hui, le Sinn Fein est le plus puissant parti nationaliste d'Irlande du Nord, où il a reçu environ un quart des votes).